



15ème législature

Question N° : 9290	De M. Olivier Becht (UDI, Agir et Indépendants - Haut-Rhin)	Question écrite
Ministère interrogé > Europe et affaires étrangères		Ministère attributaire > Europe et affaires étrangères
Rubrique > politique extérieure	Tête d'analyse > Situation au Yémen	Analyse > Situation au Yémen.
Question publiée au JO le : 12/06/2018 Réponse publiée au JO le : 05/02/2019 page : 1137		

Texte de la question

M. Olivier Becht attire l'attention de M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères sur la situation au Yémen. En effet, ce pays traverse une guerre qui a déjà fait, depuis mars 2015, plusieurs milliers de morts et sombre chaque jour un peu plus dans « la pire crise humanitaire au monde » selon l'ONU. Selon l'UNICEF, plus de la moitié des jeunes yéménites n'ont pas accès à l'eau potable ou à un système d'assainissement adéquat et parmi les 1,8 million souffrant de malnutrition aigüe, près de 400 000 ont besoin d'un traitement pour survivre. Face à cette situation catastrophique, il lui demande quels moyens urgents peuvent être mis en œuvre pour améliorer l'aide humanitaire auprès de ces populations.

Texte de la réponse

La France est vivement préoccupée par la dégradation de la situation humanitaire au Yémen ces derniers mois. Le Yémen est l'un des quatre pays classés en situation de pré-famine par les Nations unies. A la destruction des infrastructures de transport, d'eau-assainissement et de soin, s'ajoute l'effondrement économique, créant une situation d'urgence humanitaire majeure où 22 millions de personnes sont totalement dépendantes de l'aide humanitaire d'urgence. La France fait de l'amélioration de la situation humanitaire au Yémen une priorité. Ainsi, elle a tenu à réunir à Paris, le 27 juin dernier, une rencontre internationale d'experts sur la situation humanitaire au Yémen à laquelle ont assisté une vingtaine de pays, dont l'Arabie et les Emirats, et une dizaine d'organisations internationales et d'agences des Nations unies. Cette réunion a été l'opportunité d'aborder les sujets essentiels liés à l'accès humanitaire, au respect des principes humanitaires mais aussi à la nécessaire relance d'une activité économique de base. Plusieurs pistes pour des solutions concrètes ont été identifiées afin de remédier aux blocages. Au Conseil de sécurité, la France se mobilise également pour que la gravité de la situation humanitaire soit pleinement prise en compte. Sur le terrain, la France a alloué 6,3 millions d'euros d'aide humanitaire et de stabilisation au Yémen en 2017. L'aide française s'oriente principalement vers les secteurs prioritaires : lutte contre la malnutrition, prévention et traitement du choléra, soutien à la relance économique ou encore appui aux médias indépendants. A l'occasion de la conférence des donateurs de Genève, le 3 avril 2018, la France s'est à nouveau engagée à mobiliser près de 6,8 millions de dollars (5,8 millions d'euros) pour le Yémen pour 2018. Ces financements sont en cours d'attribution à des ONG et des agences des Nations unies actives sur le terrain. Cependant, il n'y aura pas de paix durable, pas de soulagement de la situation humanitaire, pas de sécurité pour les voisins du Yémen sans situation politique. Les pourparlers inter-yéménites qui se sont tenus au mois de décembre dernier en Suède sous l'autorité des Nations unies ont ouvert, pour la première fois depuis des années, une perspective de paix. La France, aux côtés de ses alliés et en lien avec ses différents interlocuteurs dans la région, mobilise l'ensemble de ses capacités pour consolider ces premières avancées et mettre un terme à ce conflit qui n'a



que trop duré.